

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction des Libertés Publiques

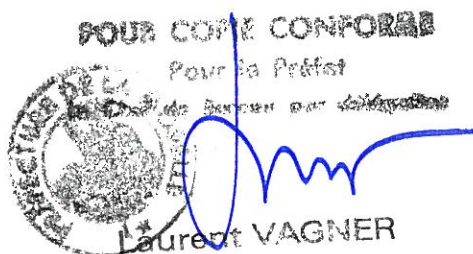
Bureau de l'utilité publique et de l'environnement

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

✉ sylvie.ingold.@moselle.pref.gouv.fr



Arrêté

n° 2010-DEDD/IC- *222*

du

18 JUIN 2010

mettant la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine en demeure de respecter les prescriptions énoncées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-131 du 9 juin 2008, prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 portant mise à jour de la situation administrative de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-60 en date du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 portant mise à jour de la situation administrative de la cokerie de SEREMANGE, exploitée par la société SOLLAC LORRAINE, et notamment son article 22 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-131 du 9 juin 2008 prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 portant mise à jour de la situation administrative de la cokerie de SEREMANG-ERZANGE, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-402 du 7 novembre 2007 prescrivant à la société ARCELOR A et L la réalisation de mesures de benzène dans l'environnement, et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le rapport, LECES, Mesures des rejets atmosphériques du 03 juin 2009, Cokerie, Enfournement du charbon ;

Vu le rapport LECES, Mesures des rejets atmosphériques du 29 avril 2009, Cokerie, Events de désulfuration ;

Vu le rapport LECES, Mesures des rejets atmosphériques du 17 novembre 2009, Cokerie, Events de désulfuration ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 10 juin 2010 ;

Considérant que les valeurs limites d'émissions en COV et benzène prescrites à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 ont été dépassées lors des deux campagnes de mesures effectuées en 2009 au niveau de l'évent de la désulfuration du gaz ;

Considérant que les valeurs limites d'émissions en COV et benzène prescrites à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 ont été dépassées lors de la première campagne de mesures effectuée en 2009 au niveau du point de rejet de l'enfournement charbon ;

Considérant l'absence de système de captage et de traitement des émissions de l'évent de l'unité de désulfuration des gaz de la cokerie prescrit à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-131 du 9 juin 2008 ;

Considérant l'absence de solution validée retenue par l'exploitant pour la mise en place d'un captage et d'un traitement des émissions des événements de désulfuration, la nécessité d'étudier la mise en place d'un système et de définir un planning de réalisation conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté n°2007-DEDD/IC-402 du 7 novembre 2007 ;

Considérant les investissements et les travaux nécessaires à la mise en place d'un captage et d'un équipement de traitement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1 :

La société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine est mise en demeure, pour les installations de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE, de respecter les valeurs limites d'émissions en COV, en HCN et en benzène en sortie du dépoussiérage de l'enfournement charbon et de l'évent de la désulfuration du gaz fixées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé.

Article 2 :

La société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine est mise en demeure de mettre en place en sortie de l'évent de désulfuration un captage et un traitement des émissions afin de respecter les valeurs limites prescrites ou de supprimer ce rejet conformément aux prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-402 du 7 novembre 2007.

Article 3 :

Le planning défini à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-402 du 7 novembre 2007 est fixé comme suit :

- Fourniture, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, d'une étude technique sur le traitement des vapeurs émises aux événements de désulfuration ;
- production dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté du planning de réalisation du traitement des vapeurs émises aux événements de désulfuration ;
- réalisation des mesures correctives pour le 30 avril 2011.

Article 4 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

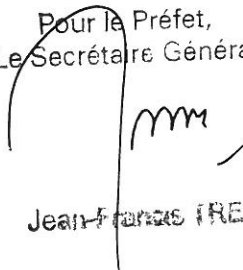
Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de l'arrondissement de THIONVILLE,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jean-François TREFFEL

